

Communiqué de presse

[Action Greenpeace] A Flamanville, intrusion et blocage du chantier de l'EPR, symbole des défaillances et des dangers du nucléaire

Ce matin, à 5h15, une quinzaine de militants et militantes de Greenpeace France se sont introduits sur le chantier de l'EPR à Flamanville et ont bloqué son entrée pour dénoncer la volonté d'Emmanuel Macron et d'autres candidat·es à l'élection présidentielle de construire de nouveaux réacteurs EPR, au mépris des risques et des incertitudes liés au nucléaire.

A l'intérieur du site, des activistes se sont postés à quelques dizaines de mètres du bâtiment réacteur pour brandir une banderole portant le message « Nucléaire : Macron irresponsable ». Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France a été arrêté lors de cette intrusion. Un camion affichant « + d'EPR = + de fiascos » bloque l'entrée du chantier et deux activistes y sont accrochés. Deux structures en métal de 5 mètres de haut auxquels sont suspendus deux grimpeurs de Greenpeace, pourvus de banderoles « Pour la paix, ni fossiles, ni nucléaire » empêchent également le passage.

Des photos et vidéos de l'action sont disponibles [ici](#).

Participant pour la première fois à une intrusion de Greenpeace sur un site nucléaire, Jean-François Julliard explique cette décision : *« j'ai choisi de m'engager personnellement dans cette action aujourd'hui car nous sommes à quelques jours d'une élection cruciale pour l'avenir écologique et énergétique de la France. La plupart des candidats et candidates à cette élection présidentielle passent sous silence les risques nucléaires et veulent nous condamner à l'utilisation de cette énergie jusqu'à la fin du siècle. A Greenpeace, nous avons le devoir de mettre en œuvre tous les moyens pacifiques nécessaires pour rappeler les dangers du nucléaire et les alternatives possibles ».*

Durant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron, Marine Le Pen, Eric Zemmour, Valérie Pécresse et Fabien Roussel ont choisi de jouer la surenchère en promettant 6 à 20 nouveaux EPR. *« Les candidats qui tablent sur la construction de nouveaux réacteurs sont irresponsables : ils font l'apologie d'une énergie dangereuse, défaillante, coûteuse et hors délai face à l'urgence climatique »*, analyse Nicolas Nace, chargé de campagne Transition énergétique à Greenpeace France.

La guerre menée par la Russie en Ukraine montre à quel point avoir des centrales nucléaires sur son sol représente une vulnérabilité forte en cas de conflit armé. Depuis le début du conflit, de plus en plus de citoyens et citoyennes en France ont exprimé des inquiétudes légitimes quant aux risques nucléaires. A ce jour, les autorités françaises sont très peu transparentes sur les protections des centrales nucléaires, actuelles et futures, aux attaques directes et aux accidents et déstabilisations inhérents aux guerres.

Construire de nouveaux EPR, c'est aller aux devants de nouveaux fiascos, tels que celui de l'EPR de Flamanville, qui a 10 ans de retard et dont le coût total dépassera 19 milliards d'euros. *« Appeler à une relance du nucléaire, c'est être candidat du fiasco. En s'engageant sur cette voie, la France perdra un temps et des moyens précieux pour la lutte contre les changements climatiques. Ces retards ne pourront pas être rattrapés »*, estime Nicolas Nace.

Enfin, loin de garantir l'indépendance énergétique et stratégique de la France, [le nucléaire français est fortement lié au secteur nucléaire russe](#). Les groupes EDF et Orano ont plusieurs contrats avec l'entreprise étatique du nucléaire russe, Rosatom, qu'ils refusent de rompre alors que cela pourrait contribuer à affaiblir le régime de Vladimir Poutine. Au vu de ses délais de développement, le nucléaire n'est également d'aucune aide pour remplacer le

gaz et le pétrole russes. Au contraire, des moyens massifs doivent être consacrés à la réduction de la consommation d'énergie et au développement des énergies renouvelables.